

6 octobre 2022 - Seul le prononcé fait foi <u>Télécharger le .pdf</u>

Ouverture du #Big2022 de Bpifrance par le Président de la République.

Bonjour! C'est bien, je sens de l'énergie dans cette salle, comme chaque année. Je suis heureux d'être avec vous. Contrairement aux autres années, on ne peut pas faire l'échange habituel qui est normalement une passe, pas d'armes mais d'échanges avec Nicolas DUFOURCQ et plusieurs entrepreneurs, ce qui nous permet généralement de nous tromper dans les prénoms et ce qui nous vaut beaucoup d'ironie des uns et des autres.

Heureux de vous retrouver. Je vais ensuite moi-même devoir partir à Prague parce qu'on va vers une autre métamorphose, la métamorphose européenne. J'essaierai d'y revenir dans mon propos parce que les temps de crise que nous vivons se prêtent justement à ces transformations.

En étant devant vous aujourd'hui, c'est un message de soutien et de constance de soutien, y compris quand les temps sont difficiles et incertains. Et je le dis vraiment en remerciant avec l'ensemble des ministres qui sont là, Bpifrance, le BIG Tour, le BIG et tous les entrepreneurs partout en France qui se mobilisent tout le long de l'année pour faire tourner notre économie, créer de l'activité, inventer de nouvelles activités et soulever l'énergie entrepreneuriale du pays.

Donc merci à toutes et tous et à ceux qui font vivre BIG et le BIG Tour. Bravo à eux!

On a collectivement un bilan qui est celui de la nation et des dernières années. Au moment où on se parle aujourd'hui, on est plus forts qu'à la première édition du BIG. Parce qu'on a évidemment passé des textes, simplifié les choses, bougé. Parce qu'il y a aussi eu une énergie collective et une révolution culturelle qui s'est faite dans le pays. Nous avons toujours été un pays d'entrepreneurs, d'innovateurs, c'est dans l'ADN de la France. Mais je dirais que ces dernières années nous nous sommes collectivement révélés à nous-mêmes. Ce qui fait que les résultats sont là malgré la crise Covid, malgré tout ce qu'on a traversé.

On a réussi à faire baisser le chômage. On a créé près d'un million et demi d'emplois nouveaux. Le chômage des jeunes n'a jamais été aussi faible depuis le début des années 80. On a réussi à relancer, plutôt à lancer, pour la première fois vraiment l'apprentissage. On a mis fin à la destruction de l'emploi industriel dans notre pays, on en a recréé 50 000. On a réussi à côté de ça collectivement à créer plus d'entreprises, ce qui est une formidable force. Il y a ce million d'entrepreneurs et d'entreprises créées chaque année qui est la dynamique sur laquelle on est lancés. Ça fait 3 ans de suite que nous sommes le pays le plus attractif d'Europe, que nous sommes, celui qui à la fois crée le plus de start-up et les développe le plus vite et le plus fort. On est passé de levées de fonds qui étaient de 2,5 milliards en 2017 à 11,5 milliards en 2021. On a collectivement réussi à développer 27 licornes, c'est-à-dire à aller beaucoup plus vite et plus loin que les objectifs que j'avais fixés ici même il y a quelques années. On a également 138 000 entreprises qui exportent partout dans le monde et qui tirent le pays.

Je ne vais pas vous écraser de chiffres.

Mais c'est pour dire que quand on entend parfois tous les jours que tout va très mal, que ce serait une catastrophe, etc. — il y a des choses qui sont dures, je vais revenir — il y a des inquiétudes légitimes. Mais il y a aussi une force extraordinaire, pas simplement à Paris, dans tout le territoire, Hexagone comme outre-mer, qui est la force entrepreneuriale française et qui est le fait de nos simplifications, d'une politique d'investissement massive, de transformation collective et de la révolution culturelle que vous portez. Et ça maintenant, c'est inarrêtable.

On a donc des résultats, ils sont là, ils sont bons, on est plus forts. Il y a un problème de court terme, je ne vais pas tourner autour du pot, c'est l'énergie aujourd'hui. Donc autant l'aborder de manière directe.

Ça pèse sur notre économie, ça pèse sur les ménages et sur les entrepreneurs que vous êtes. Des TPE aux grands groupes, c'est l'inquiétude du moment et c'est d'ailleurs une des choses qu'on va faire avancer en Européens. Ce sujet, il a plusieurs composantes. Ça a commencé avant la guerre, si on est honnête avec nous même, parce qu'il y a eu une reprise très forte de l'activité mondiale, donc ça a créé de la tension sur plusieurs marchés. Ensuite, il y a la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie, qui a complètement déréglé le marché mondial du gaz et qui a aggravé le problème sur le pétrole. Puis on a un problème français qui vient s'ajouter à ça et qui tombe au mauvais moment : on produit moins d'électricité qu'on ne devrait en produire — ça n'a rien à voir avec la guerre — car on est dans un moment très difficile pour EDF, mais on fait le maximum. Moi, j'ai confiance à la fois dans l'entreprise et tous ses salariés pour qu'on passe ce cap. Mais on a un moment difficile

parce qu'on a vu des difficultés et des problèmes sur certains tubes. L'Autorité de sûreté nucléaire les a soulignés. Donc on a plus de centrales que prévu qui sont en maintenance. Tout ça crée au même moment un problème qui fait que le gaz coûte plus cher et l'électricité coûte plus cher parce qu'on n'en produit pas assez chez nous. Il se trouve qu'on a une formule de prix européen qui fait que l'électricité qu'on paye est trop liée au gaz, alors même que nous, on a un modèle qui n'a rien à voir avec ça. « To make a long story short », comme on dit en bon Breton.

Voilà la situation dans laquelle on est, ce qui fait qu'on a des prix qui s'envolent et beaucoup d'inquiétudes évidemment chez nos compatriotes et je le sais pour beaucoup d'entrepreneurs que vous êtes. Alors face à ça, on a un plan, un cap et je vais essayer de vous donner des repères pour les prochaines semaines.

On a un premier plan qui est la sobriété et je veux ici le rappeler parce que c'est aussi quelque chose qui est dans notre main. Ça, ça ne dépend d'aucune règle européenne, d'aucune règle française. La Première ministre reviendra cet après-midi avec les ministres compétents sur ce sujet. Mais c'est ce que chacun, comme particulier, comme entreprise, on peut faire pour consommer un tout petit peu moins pour au fond, sauver de l'énergie. C'est comme ça qu'il faut le valoriser. L'énergie qu'on sauve, c'est la moins chère. Ça ne veut pas dire produire moins, je n'ai pas changé d'opinion là-dessus. Ça ne veut pas dire aller vers une économie de la décroissance. Pas du tout. La sobriété, ça veut juste dire gagner en efficacité. Et vous, toutes et tous, qui traquez à chaque instant dans votre vie d'entrepreneur les coûts cachés, tout ce qu'on peut faire pour produire mieux, de la meilleure qualité et produire encore davantage mais en dépensant moins. Il faut accélérer en quelque sorte les efforts sur l'énergie. C'est ça la bonne sobriété. Donc là-dessus, c'est accélérer sur les petits investissements en termes d'efficacité énergétique et c'est avoir quelques mécanismes très simples pour réussir collectivement à diminuer de 10% ce qu'on consomme d'ordinaire.

Je vous le dis très simplement, si la nation toute entière arrive à tenir cet objectif qui est purement volontariste — il ne faut pas de décret, de loi, de choses compliquées — si on se mobilise tous pour le tenir, dans les pires scénarios, on passe l'hiver. C'est ce qui fait qu'on est maître de notre destin. C'est-à-dire même s'il n'y a plus du tout de gaz qui arrive de Russie, ce qui est quand même le plus vraisemblable vu ce qu'il s'est passé ces derniers jours, si on a un hiver très rude, si on se met à la cape sur la plupart des sujets, on passe. Donc premier point, sobriété.

Le deuxième, c'est le bouclier. Et là-dessus, et je tiens à le dire parce que le Gouvernement, et beaucoup de collectivités qui se sont mobilisées à nos côtés, ont pris des décisions dès le mois d'octobre 2021 pour protéger les Françaises et les Français ainsi que les entrepreneurs face à l'augmentation des prix. On a réagi très tôt. D'ailleurs, quand vous entendez des grands chiffres ailleurs en Europe, c'est que beaucoup sont en train de nous suivre et de nous rattraper. Mais depuis octobre 2021, on a mis en place un bouclier, en particulier sur le gaz et l'électricité. Celui-ci fait que, pour les ménages, pour les très petites entreprises, pour les plus petites collectivités territoriales, ces prix ont augmenté de 4% là où ils auraient dû augmenter de 120%, si on avait laissé le marché fonctionner. Et je le dis parce qu'on ne regarde jamais le voisin. En tout cas, on ne regarde que quand ça va que dans un sens. Mais aujourd'hui, si vous étiez allemand, belge ou autre, comme ménage, comme petite entreprise ou petite collectivité territoriale, vous auriez des augmentations dix à quinze fois supérieures de vos factures d'électricité et de gaz. C'est ça la réalité. Donc ce bouclier a été mis en place, on le tient. On a mis à côté de ça des PGE résilience. Je ne vais pas détailler davantage le programme, mais c'est ce qui fait qu'aujourd'hui, et tous les instituts le montrent, on a en moyenne trois points d'inflation en moins que nos principaux voisins et on est le pays de la zone euro qui a l'inflation la mieux tenue, ce qui est une protection pour nous tous et nous toutes.

En 2023, qu'est-ce qu'on va faire ? Parce qu'il faut qu'il y ait un cap. On va d'abord continuer ces mécanismes. Les ministres l'ont dit, on va passer à une augmentation qui sera limitée sur le gaz et l'électricité. Plus 15 %, pour les TPE, les petites collectivités locales, les ménages, avec là aussi des mécanismes de protection. On va protéger, comme cela a été annoncé, les très gros consommateurs d'énergie avec des dispositifs qui sont mis en place. On est en train de les améliorer. Les ministres de l'Economie, des Finances et de l'Énergie l'ont annoncé hier, c'est ce qu'on négocie en ce moment avec la Commission européenne. Donc ce que vous connaissez — je vois plusieurs présidentes et présidents de région qui sont là — dans vos régions, on va l'intensifier pour protéger justement vos entreprises qui ont le plus besoin d'énergie. On va l'adapter pour simplifier ces mécanismes sans attendre, par exemple, que certaines entreprises, je pense à des PME et ETI en particulier où il y avait des critères, soient à perte pour être aidées. On va le simplifier pour que dès que ça commence à trop peser sur leurs marges, on a un mécanisme pour les aider à payer l'énergie. Là, les ministres ont détaillé le projet. On va également protéger nos producteurs dans la même logique que quand on a eu l'épidémie, la même logique que depuis le début : ne pas laisser de casse économique et industrielle se faire dans un moment de cycle très particulier parce qu'on sait que la capacité qu'on détruit dans ces moments-là, on met beaucoup de temps à la rebâtir.

Donc, en 2023, on va poursuivre le bouclier pour les plus fragiles et pour les ménages ainsi que pour nos entreprises qui sont les plus fragiles. On va avoir des dispositifs d'accompagnement pour les entreprises qui sont les plus expesées, en est en train de les adenter. On va continuer quest d'avoir un système francis qui a

sa force. Je ne veux pas être trop technique mais il y a ce qu'on appelle l'ARENH, qui est l'énergie qu'on produit grâce au nucléaire, avec des volumes qui sont sécurisés. Là-dessus, dans les prochains jours, on donnera les volumes pour donner un cap et permettre de tenir les prix. Pour protéger, on va aussi mettre plus de pression sur les fournisseurs, et c'est ce que les ministres ont fait hier en imposant à ces derniers de signer une charte. Je le sais, pour beaucoup d'entre vous, il y avait — et il y a encore — beaucoup d'angoisse parce qu'il y a des fournisseurs d'énergie qui arrivaient avec des factures qui étaient parfois multipliées par cinq, par huit, par dix.

Je l'ai dit, je vais vous expliquer dans un moment pourquoi : ne signez pas aujourd'hui ces factures qu'on vous propose. Ce n'est pas le bon moment. Ça va être le bon moment dans quelques semaines, et je vais vous expliquer pourquoi.

Indépendamment de cela, depuis hier, on a mis en place un mécanisme qui va vous permettre au moins deux choses. La première, on impose à ces fournisseurs de signer une charte de bons comportements, c'est-à-dire qu'on a traqué ceux qui venaient matraquer, si je puis dire, les entrepreneurs et qui, en quelque sorte, profitant de l'angoisse, leur disait : « vous n'aurez plus d'électricité dans quelques mois, donc signez ça, c'est cinq fois plus cher, mais, moi, je vous le garantis ». Ça, ce n'est pas une bonne conduite. A côté de ça, chaque semaine, il y aura un mécanisme de transparence sur la réalité des bons contrats pour qu'il y ait de la pression de marché, de la transparence des marchés, ce qu'il n'y avait pas. Mais surtout, le mois d'octobre va être mis à profit pour qu'au-delà du bouclier, on fasse baisser les prix. Donc c'est pour ça que je vous dis : attendez la fin du mois d'octobre pour signer vos contrats d'électricité et de gaz parce que les choses sont en train de changer, et on va les bouger.

Le troisième pilier, c'est l'action que nous menons en Européens pour agir sur les prix. Alors je sais que maintenant, vous êtes tous devenus des experts de l'énergie, mais je ne veux pas vous assommer avec beaucoup de technicité. Mais je vais essayer de vous expliquer ce qu'on fait.

On a un premier combat qui est de baisser le prix du gaz. Ça, on va le faire comment ? D'abord en nous organisant en Européens. Il se trouve que, et c'est toujours pareil, si on reste égoïstes et nationalistes, nous serons idiots parce que si chaque pays négocie pour lui-même, il reste petit sur le marché. Si on négocie en Européens, on pèse.

Les chiffres pour que vous ayez une idée : l'Union européenne, c'est les trois quarts des achats par gazoduc au monde, et c'est environ 20 % des achats de gaz liquéfié. Donc, si on décide de se mettre tous ensemble et de peser sur les prix, on vaut quelque chose et on pèse sur quelque chose. Et il se trouve qu'on veut aussi le faire avec nos amis asiatiques qui sont un peu dans la même situation que nous parce qu'on a la même condition. Nous ne sommes pas producteurs, mais on est des gros acheteurs. Donc là, on va négocier autour de la table, en particulier dans le G7, parce qu'on est tous des combattants pour la liberté, on est tous en train de dire : « on veut mettre des sanctions sur la Russie, on combat, mais on n'est pas tous dans la même situation ». Il y en a qui produisent, il y en a qui achètent. On va dire avec beaucoup d'amitié et à nos amis américains, nos amis norvégiens : « vous êtes supers, vous nous fournissez de l'énergie et du gaz. Mais il y a quelque chose qui ne peut pas marcher très longtemps, c'est qu'on ne peut pas payer le gaz quatre fois plus cher que vous. Vous le vendez à vos industriels parce que ce n'est pas tout à fait ça le sens qu'on donne à l'amitié ». Et donc certes, le marché n'existe plus totalement, mais on va essayer de revenir dans un couloir de prix qui retrouve du sens. Donc on va peser sur les prix. À côté de ça, on soutient ce que la Commission a dit, et on va essayer de mettre des plafonds, en tout cas, des couloirs de prix, pour revenir vers des zones plus raisonnables, premier élément sur le gaz.

Il y a une deuxième chose qu'on va faire sur le gaz et ça, on sait que ça marche parce qu'on a permis à l'Espagne et au Portugal de le faire depuis quelques mois. C'est ce qu'on appelle le « mécanisme ibérique ». Alors, ça peut paraître complètement bizarre. Je vais essayer de l'expliquer simplement. Puisqu'ils sont une péninsule, ils avaient, eux, des problèmes particuliers, donc ils avaient des risques de rupture. On leur a donné des règles un peu différentes, et ça marche assez bien. Dans les prochains jours, ce qu'on va faire c'est convaincre les autres Européens. On va mettre en place un système qui fait qu'on va plafonner le prix du gaz qu'on utilise pour produire de l'électricité. Cela va permettre de baisser, comme vous le comprenez bien, le prix de l'électricité produite. Du coup, ça emmène tous les prix du gaz à la baisse parce que ça donne des repères de prix. Ça sera le deuxième mécanisme. La Commission européenne l'a proposé. Nous, on va beaucoup le défendre parce que c'est ce qui va permettre, si on travaille bien en Européens entre cette semaine, les prochaines semaines pour la Commission européenne et au plus tard le Conseil européen des 20 et 21 octobre, de baisser à la fois les prix du gaz et de l'électricité.

Puis, à côté de ça, on va mettre des mécanismes de financement solidaire européen comme on l'a fait pendant la crise Covid, pour éviter qu'on ait un marché européen qui explose. Au-delà de ça, on va finaliser pour la fin d'année la réforme du marché de l'électricité dont on a besoin. Ça prend beaucoup plus de temps, donc c'est du moyen terme. Le but, c'est qu'on puisse l'annoncer entre décembre et janvier. L'objectif : avoir un marché

de l'électricité qui fonctionne différemment, et où on reconnaît que l'électricité qui est produite comme chez nous, massivement à travers du nucléaire et du renouvelable, soit décorrélée des prix du gaz. En quelques sortes c'est reconnaître qu'il y a plusieurs marchés de production électrique avec des formules de prix qui ne sont pas les mêmes. Voilà ce qu'on va faire au niveau européen. Vous le comprenez, ce que je vous dis là, ce n'est pas simplement la position de la France, c'est aussi ce que j'ai travaillé ces derniers jours avec l'Allemagne, avec la Commission européenne; ce que la Commission européenne a mis sur la table hier aprèsmidi, ce qu'on va défendre. L'idée, c'est que les prochaines semaines nous permettent de passer ces réformes. Si on œuvre bien sur ces sujets, cela veut dire que d'ici à la fin du mois d'octobre, on aura des prix, d'abord un marché qui arrêtera d'aller dans tous les sens, et des prix qui vont revenir dans une zone qui est beaucoup plus acceptable sur le gaz et l'électricité. Ça, plus la pression qu'on a mise sur les fournisseurs et les opérateurs ces derniers jours, me permet de vous dire que vous aurez des contrats qui seront plus raisonnables fin octobredébut novembre, et il faut donc plutôt attendre cette période, avec les mécanismes qu'on a mis en place pour signer. Pardon de vous assommer avec des sujets techniques, mais voilà où on va. Donc on est au boulot en France et en Europe pour apporter une réponse à cette crise.

Après pour vous donner le cap, et ça va me permettre de faire le lien avec les métamorphoses. D'abord, cette crise nous touche, mais elle touche surtout l'économie européenne, qui est très, très imbriquée. Mais elle touche en fait beaucoup moins le modèle français. Parce que nous avons des forces historiques. Notre nucléaire est installé. On dépend beaucoup moins du gaz que les autres. On a su aller très vite pendant cette crise. Je vous donne des chiffres très simples. La France consommait, comme vous le savez, beaucoup moins de gaz dans son mix pour produire de l'électricité. En Européens, la Russie représentait 41 % du gaz dont on avait besoin, le 24 février. Aujourd'hui, c'est 7,5 %. Donc on a diversifié nos sources à une vitesse qu'on pensait impossible. Mais les Allemands, c'était 80 % de leur gaz qui était russe. Nous, on avait besoin de très peu de gaz. C'est évidemment beaucoup moins de dépendance. Donc cette crise, on doit là aussi en tirer toutes les leçons.

Au-delà des mesures de court terme que j'ai évoquées, elle conforte la stratégie qu'on s'était donnée pour nousmêmes qui fait que la France doit accélérer sa transition énergétique autour de 3 piliers : sobriété et efficacité énergétique ; c'est-à-dire améliorer et accélérer l'électrification de nos usages pour la mobilité, la rénovation thermique de nos bâtiments, l'effacement énergétique, tout ce qui nous permet de sauver de l'énergie, premier pilier. Ce qui fait qu'à horizon 2050, on veut environ baisser de 30 % la consommation d'énergie par rapport à ce qu'on a aujourd'hui. Tout cela va nous conduire à avoir besoin de beaucoup plus d'électricité à horizon 2050, environ plus 50 % de besoins en électricité. Il va nous falloir produire beaucoup plus d'électricité. Mais si on ne veut pas dépendre, nous, notre cap, et c'est celui qu'on a défini depuis février, c'est une stratégie climat et une stratégie de souveraineté. Et la guerre en Ukraine a conforté cette stratégie française.

Cela veut dire qu'en plus du premier pilier, sobriété et efficacité, on a un pilier accélération du renouvelable et accélération du nucléaire. Pourquoi ? Parce que les rapports de l'Agence internationale de l'énergie et de RTE ont très bien montré que le tout nucléaire ne marche pas, c'est trop lent et trop cher. Le tout renouvelable ne marche pas non plus parce que c'est beaucoup trop cher, c'est insoutenable socialement, en particulier parce que cela aurait une stratégie complètement folle sur l'éolien. Et c'est là aussi beaucoup trop cher et incertain technologiquement en raison du fait qu'on ne stocke pas une énergie intermittente, en tout cas, que les technologies ne sont pas stabilisées. Donc, on va accélérer notre stratégie de renouvelable. On a commencé à lancer, vous le savez pour six réacteurs, plus huit. On accélère aussi la transition et l'innovation en allant vers les SMR, l'innovation sur le nucléaire pour résoudre les problèmes, en particulier de déchets et de fermeture du cycle.

Et là-dessus, on doit aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. On va augmenter notre capacité à améliorer la sûreté et la qualité. A côté de cela, on va produire beaucoup plus de renouvelable. J'étais à côté de vous, Madame la présidente de Région en Pays de Loire, il y a quelques jours, pour inaugurer notre premier champ d'éolien en mer. On va le faire comment ? D'abord en allant plus vite. Parce que, je le disais, on l'a inauguré à Saint-Nazaire. Enfin, il a été lancé en 2010. Donc, si je vous dis : « on va en faire plus, à ce rythme-là », vous allez me dire, « il est sympathique, mais ça ne va pas nous régler les prochaines guerres s'il y en a d'autres ». Donc on accélère, c'est la loi qu'on va passer. On simplifie et on planifie en mettant de la visibilité d'investissement, des négociations beaucoup plus simples et en bâtissant derrière une filière industrielle. Et pour moi, c'est très important, c'est-à-dire qu'on change les usages, on transforme notre système énergétique. Mais on ne répète pas l'erreur européenne faite dans la première génération des renouvelables, où on importait le renouvelable qu'on déployait, c'est qu'on le produit. D'ores et déjà, aujourd'hui, on produit de plus en plus de composantes de nos éoliennes en mer, au Havre, à Saint-Nazaire et dans plusieurs sites. On produit l'hydrogène qu'on fait de ces renouvelables. Je pense à Lhyfe, pour ne parler qu'une de nos start-ups qui est engagée sur cet hydrogène vert produit à partir de l'éolien en mer. On produit de plus en plus des composants de nos panneaux solaires et le nouveau solaire qui est beaucoup plus technologique et sur lequel on est compétitif. Donc l'idée, c'est d'avoir une stratégie renouvelable qui est de déploiement et de production d'énergie, mais aussi une filière industrielle à déployer. Donc ça, c'est le cap qu'on doit se donner sur l'énergie pour ne pas revivre la crise qu'on est en train de vivre et là aussi en tirer toutes les conséquences. Vous le

comprenez, ça sera une des grandes métamorphoses pour le pays.

Alors, au-delà de celle-ci, et pour finir mon propos, puisque vous allez parler de métamorphose... la métamorphose, c'est un changement qui fait toujours peur. C'est un vertige et je pense que ça fait toujours peur à une chenille de devenir papillon. Ce n'était pas forcément ce qui était prévu au programme, génétique, mais c'est un formidable inconnu. Les temps que nous sommes en train de vivre sont des temps inconnus. Et là, j'ai essayé de donner de la visibilité de court terme, mais au fond, je pense que le thème est formidablement choisi. Je n'y suis pour rien donc je peux le dire. C'est ce que vous vivez dans vos entreprises, ce qu'on vit dans notre pays mais c'est une formidable manière de penser les temps qui sont les nôtres et c'est un antidote aux extrêmes, aux discours de haine et au repli.

Les temps que nous vivons font peur, parce que je le dis parfois, c'est le retour de l'impensable. On a vécu tous ensemble le Covid, c'était impensable, surtout pour toutes les entrepreneuses et entrepreneurs que vous êtes. Vous viviez dans un monde ouvert. On vous disait : « Allez plus à l'export ». Du jour au lendemain, on n'a plus le droit de prendre l'avion, on ferme, il y a des interdictions à l'export. On pensait vivre dans un monde de paix infinie. La guerre revient. On pensait qu'il y a quelques années, les ressources, en particulier naturelles, étaient aussi infinies. Là, la transition a été plus lente, mais elle est aussi brutale et on en vit les conséquences. L'effondrement de la biodiversité, la brutalité du changement climatique. Là aussi, on est sur de l'impensable.

Face à ça, on peut se dire : on est dans un monde qui va s'effondrer. C'est la première manière de réagir à l'impensable, c'est le repli sur soi, l'effondrement psychologique collectif. Le modèle auquel on est habitué est fichu, on se replie et on se replie vers une forme de nostalgie. Parfois de ce qui n'a jamais été. Il y a une autre manière de faire, c'est la métamorphose, c'est de se dire tout change autour de moi. Mais jusqu'à présent, on a collectivement réussi à faire face à tous ces changements et des changements qui, au fond, ont parfois été aussi brutaux dans l'histoire de l'humanité. On l'a fait en mettant beaucoup d'intelligence collective en connexion. La Renaissance, les Lumières, on l'a fait en coopérant. Donc, c'est l'intelligence, l'innovation, la coopération. C'est au fond l'audace plutôt que le jeu sur la peur. Alors moi, j'essaie chaque jour d'être lucide et donc, de partager ce que je sais des risques avec vous et avec tous nos compatriotes.

Être lucide, ce n'est pas avoir peur et se replier sur la peur, c'est de dire : il faut qu'on change parce que ce n'est pas vrai qu'on peut continuer comme avant. Mais ce n'est pas parce que ce monde fait peur qu'on doit se rétracter, se retourner vers le passé, s'effondrer ou s'enfermer. Il faut nous métamorphoser, comme certains l'ont dit pendant la crise Covid : « nous réinventer », c'est ça la métamorphose.

Donc, oui, on va devoir, collectivement, nous réinventer. Mais en faisant quoi ? En gardant les fondamentaux de la compétitivité, parce qu'on est dans un monde où si on n'est pas compétitif là, on sera battus par les autres. Mais on doit aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort sur la décarbonation de notre économie, sur son innovation et sur sa capacité à coopérer. C'est comme ça que collectivement on va démultiplier les initiatives individuelles sur le territoire qui nous permettront d'inventer les bonnes solutions. Je crois profondément à cette métamorphose.

Alors, comment être plus compétitif? On ne lâchera rien de ce qu'on a fait ces cinq dernières années, je vous le dis tout de suite. Je ne l'ai pas fait pendant le Covid. Je ne ferai pas davantage en temps de guerre ou après. Ce qu'on a consolidé de résultats économiques, on va le garder. On va continuer à simplifier les règles. On va continuer à avancer sur une stratégie claire, macroéconomique, pour avoir un tissu entrepreneurial plus fort. C'est la base de la métamorphose. Et donc : baisse des impôts de production. On va baisser la CVAE, qui pèse au-dessus de la marge et qui empêche d'investir. On va continuer de bâtir un écosystème qui investit dans le risque et donc ce qu'on a réussi à faire avec les fonds TIBI, leur généralisation à l'Europe, le développement de notre écosystème... on va le renforcer. J'espère encore avoir plus de sorties sur Euronext et autres pour pouvoir réussir à démultiplier les tickets.

Puis, à côté de ça, on va continuer de simplifier pour qu'on puisse produire et travailler davantage dans notre pays. Ceci, en s'appuyant sur ce qu'on a fait, sur l'apprentissage, qui est un formidable succès qu'on va démultiplier. Nous allons, pour permettre cette métamorphose, complètement réadapter notre formation collective aux besoins de la nation. Réforme du lycée professionnel, réforme de la formation professionnelle avec quel objectif ? Regarder les compétences dont on a besoin sur nos territoires, en lien avec nos régions et nos entrepreneurs, puis proposer des formations qui correspondent aux besoins. Aujourd'hui, 30 % de nos lycéens sont en lycée professionnel. Et il s'agit souvent de ceux qui sont en difficulté, de manière injuste, qui viennent des familles les plus modestes. On a de manière beaucoup trop importante, des formations qui ne débouchent pas assez sur des métiers parce qu'on n'a simplement pas adapté la carte des formations à la carte des besoins, mais simplement la carte de ce qu'on savait faire. Donc on va faire cette révolution collective.

Sur la formation professionnelle, on va évaluer ce qui marche, ce qui ne marche pas et surtout les besoins qu'on a sur les cinq ou dix années qui viennent pour former au bon endroit. Il se trouve qu'on a besoin de chaudronniers, de codeurs. C'est des métiers très différents. Mais je pense qu'il faut former moins de gens en commerce international ou comptabilité générale. On connaît par cœur les formations qui ont parfois très peu

de débouchés. Il en faut, il y a des professeurs formidables et il y a des débouchés. Il faut former beaucoup plus en chaudronnerie, en codage et numérique et autres. Ça, on va le faire ensemble, de manière positive, apaisée. On va réajuster les choses.

À côté de ça, on va passer collectivement, j'espère, de la manière la plus constructive et apaisée les réformes qu'il faut pour que la nation travaille davantage. La réforme de l'assurance chômage, la réforme des retraites. Parce que quand on regarde nos voisins et notre évolution démographique, on voit qu'une des ressources de la France pour faire face à tous nos défis et pouvoir investir, c'est de produire davantage et donc d'accroître la quantité de travail dans le pays. Ceci, en permettant à celles et ceux qui sont en âge de travailler de retrouver un travail et donc de passer de nos 7 % de chômage à 5 %, puis au plein emploi. Cela va nous permettre aussi de travailler un peu plus longtemps en prenant en compte les métiers les plus difficiles, les carrières longues, les métiers qui sont les plus exposés. Mais en se disant, quand on vit plus vieux et qu'on veut continuer à investir pour la transition écologique, pour les grands services publics, il faut pouvoir produire un peu plus. Je crois que c'est le bon sens. Donc ça, vous voyez, c'est le cap aussi, au-delà de ce que j'évoquais et sur lequel on va continuer pour accompagner cette métamorphose.

Et puis, il y a ce triptyque : réindustrialisation, innovation, décarbonation. Pour moi, c'est le cap de la métamorphose nationale sur les prochaines années, sur lequel il ne faut rien lâcher. La réindustrialisation, on l'a commencée, on doit maintenant l'accélérer très fortement. Alors, ces derniers mois, on a réussi à faire des choses. Grâce au travail collectif des réformes, à ce qu'on a fait pendant la crise avec France Relance et maintenant avec France 2030. On a ces derniers mois, ouvert une des plus grosses fonderies d'Europe avec STMicroelectronics, effectué une alliance avec GlobalFoundries, travaillé sur un gros projet financé par la Commission européenne de fonderie pour les semi-conducteurs, puis dix usines d'hydrogène, en plus des Gigafactory de batteries électriques.

On réindustrialise donc sur les grands besoins de la nation, ce qui permet aussi de réindustrialiser des régions qui étaient en difficulté. Nos Gigafactory de batteries se trouvent dans les Hauts-de France, région qui a cette tradition industrielle, qui était en grande difficulté. On réinstalle de la matière. Nos grands investissements sur la transformation de notre chimie, ils se trouvent dans le Grand Est. On va transformer justement là aussi notre production chimique et hydrogène en utilisant le couloir rhodanien, entre autres. On fait des grands investissements hydrogène et renouvelables dans les Pays de la Loire. On utilise des forces historiques, mais on transforme.

Au-delà de ça, on a un objectif pour réindustrialiser, c'est les Deep tech. Je l'évoquais avec vous l'année dernière. C'est le « en même temps » auquel je crois, parce que j'ai parfois été raillé. Les gens disaient : « lui, il est pour la start-up nation, les start-ups. Nous, on est pour réindustrialiser le pays parce qu'on connaît les vrais gens ». Pas de chance : la meilleure manière de réindustrialiser le pays, c'est les start-ups. Les deux ensembles. Parce que c'est la capacité qu'ont parfois nos grands groupes industriels à reprendre et trouver l'innovation proposée par les start-ups, grâce à des partenariats ce qui permet à nos start-ups de sortir simplement du champ (qui était parfois celui des services ou du pur numérique), pour aller vers de la production industrielle plus lourde. Les grands groupes industriels aident également les start-ups car le financement est beaucoup plus exigeant. C'est pour ça qu'on a développé avec Bpifrance, avec le ministère des Finances, avec l'écosystème de financement, des tickets beaucoup plus lourds pour vous aider à aller produire.

Donc oui, on va réindustrialiser en aidant nos grands groupes et nos ETI à changer de modèle encore plus vite pour recréer des capacités, également en créant beaucoup plus de start-ups dans le Deep tech. En 2021, on a créé 250 start-ups. C'est déjà un très bon chiffre. Mais je vous rappelle qu'on a un objectif, c'est 500. C'est un objectif qu'on a donné pour 2030. Moi, je pense qu'il faut l'atteindre beaucoup plus vite. Je compte donc sur vous pour foncer. Les financements sont là. Il faut avoir de l'audace, il faut y aller et c'est le moment d'y aller. Donc allons fortement vers ce cap des 500 start-ups dans le Deep tech. C'est une formidable manière d'accélérer cette transition et d'industrialiser.

A côté de ça, il y a tout le boulot qui est fait par la French Fab pour accompagner la transformation de vos modèles, aller beaucoup plus vite dans la croissance industrielle. C'est un label formidable. Il y a les projets de première usine de start-up: une vingtaine ont été développées et donc vous le voyez, on a une convergence d'initiatives qui a un même objectif de ce que fait la French Fab et France 2030: réindustrialiser le pays sur les grands besoins industriels, montrer que l'industrialisation va avec l'innovation d'usage et numérique et qu'elle concerne tous les territoires. Ça, c'est le premier cap. Il est pour moi extrêmement important.

On a un deuxième cap innovation qui est tout aussi important. En effet, pour réussir cette transition, on a besoin en quelque sorte de leviers, parfois perçus comme des tabous. Et nos tabous, ils sont souvent dans nos corporatismes. On aime bien les catégories. Soit on est chercheur, soit on est entrepreneur. On a besoin aujourd'hui pour réussir de dizaines de milliers de chercheurs-entrepreneurs. Donc allez-y à fond. C'est clé pour réussir. On a besoin pour l'innovation de complètement changer notre logique dans la formation de nos talents et leur capacité à réussir. Donc pour cette métamorphose, on a besoin de consolider ce qui est une force

On a des très bonnes écoles de commerce, on a des très bonnes écoles d'ingénieurs. Mais on a historiquement trop oublié qu'on a des formidables centres de recherche et des très grandes universités. Elles sont une fierté. Ces derniers jours nous ont encore permis d'avoir un grand prix Nobel en physique quantique et on leur a donné, grâce à la loi de programmation de recherche, des moyens sur les années à venir pour accélérer les projets. Il faut qu'on aille beaucoup plus vite et beaucoup plus fort dans nos universités, nos centres de recherche. Mais également dans le travail partenarial entre nos universités, nos unité mixtes de recherche, ce qu'elles font avec nos écoles de commerce et d'ingénieurs, avec le monde entrepreneurial, pour justement permettre à nos chercheuses et nos chercheurs, en recherche fondamentale comme en recherche appliquée, de faire encore plus et de participer à cette transformation de la nation. Parce que les recherches, par exemple celles d'Alain ASPECT, je dois dire que c'est très dur à comprendre. Moi je n'y comprends pas grand-chose. C'est fascinant. Il s'agit de sujets entre des photons et de la télépathie, entre photons. C'est de la poésie pour moi. Mais j'ai compris que derrière, ces recherches ont permis de créer une start-up française, Pasqal, qui est une formidable fierté et qui sur le plateau de Saclay réussit en quantique, faisant de la France un champion en la matière.

Donc, tout ça pour vous dire que le temps où le chercheur était avec ses calculs et qu'il y avait de l'autre côté des entrepreneurs qui n'avaient rien à voir avec ces chercheurs est totalement fini et ça va de plus en plus vite. Donc il faut que nous, on aille encore plus vite, qu'on décloisonne, parce que les grandes transformations se feront si on va plus vite et qu'on fait sauter les barrières entre les disciplines.

Là-dessus, on a commencé à lancer des projets. On a une quarantaine de projets de recherche pour 2 milliards et demi d'euros et c'est justement tous les appels à projets qui sont faits par France 2030 qui ont permis de le faire. On a dans l'hydrogène, dans les batteries, dans le stockage d'énergie, dans le quantique, là aussi, plusieurs dizaines d'initiatives. Il faut aller beaucoup plus vite et plus fort. Il faut que les entrepreneurs que vous êtes se reconnectent quand ce n'est pas encore fait, à la recherche fondamentale, à nos universités. On va encourager nos universités à le faire. Il faut que les grands groupes aident dans ces synergies. Mais on a une transition formidable en recherche, en innovation et en formation de nos talents. Derrière tout ça, il faut qu'on pivote nos systèmes de formation pour aller sur les grands besoins de la nation.

Donc, vous le voyez, c'est une métamorphose de nos écosystèmes. Cette métamorphose, elle a commencé. Quand je regarde le bassin grenoblois, quand je regarde Saclay, quand je regarde ce qu'on fait à Toulouse. Il y en a beaucoup d'autres. Il faut aller beaucoup plus vite et plus fort. Allez-y à fond, c'est absolument fondamental.

Le troisième grand levier, c'est la décarbonation parce que la crise qu'on est en train de vivre sur l'énergie, plus la stratégie d'ensemble démontre que l'on a besoin d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. On a commencé à lancer les choses. Mais là, il y a une accélération du travail que font Bpifrance, l'Ademe, grâce à France 2030 à l'Europe.

On veut décarboner nos cinquante grands sites industriels. Pourquoi ? Parce qu'il faut expliquer que nos grands sites de production de Dunkerque, dans la sidérurgie pour parler de nos Hauts-de-France jusqu'au port de Fos Marseille, sont des grands sites pollueurs. C'est le modèle. C'est totalement insensé de dire qu'on va les fermer, parce qu'on continuera à avoir besoin d'acier, à avoir besoin de ciment. Simplement, on veut accompagner les grands groupes dans leur transition et aider à les décarboner. Plusieurs grands groupes impliqués dans le secteur y sont exposés. Ils y investissent beaucoup d'argent. Donc, à côté de ce que font les groupes, on met le paquet pour aider à décarboner ces modèles historiques et permettre, là où on utilisait par exemple du gaz ou du charbon, d'utiliser de l'hydrogène, de faire de l'électrolyse sur de l'énergie propre ou de recycler cette électricité avec de l'hydrogène gris sur un même site. On met le paquet pour changer nos pratiques productives de manière beaucoup plus rapide pour décarboner l'industrie lourde. On va y aller à fond.

Dans les prochaines semaines, je recevrai les cinquante grands sites et on échangera sur cette décarbonation accélérée. Cela passera par des innovations de capture carbone, d'hydrogène vert. Je parlais de Lhyfe et il y a plusieurs autres start-ups qui y sont. Cette décarbonation de l'industrie est un point clé pour réussir cette métamorphose. Vous le voyez bien, on a d'immenses défis. Face à ces défis, on doit consolider nos acquis, continuer à être compétitifs, continuer la simplification, avoir une stratégie où on aide à réindustrialiser, travailler plus et puis avoir ces trois piliers : réindustrialisation accélérée, recherche et innovation renforcée, décarbonation au carré.

Au fond, le message que je voulais passer avant de vous quitter. N'ayez pas peur des temps que nous vivons, ils sont durs. Je ne sais pas ce qui arrivera dans les prochaines semaines, donc on doit se préparer à tout. On est une nation forte et on est là. C'est dans ces moments-là que les plus audacieux gagnent. C'est dans les moments de crise difficiles que celles et ceux qui osent quand ils sont bien accompagnés et qu'il y a des

gouvernements et investisseurs qui osent investir, que les vrais changements se font. A l'inverse, dans les moments de crise, et on l'a vécu dans notre histoire, l'Europe des années 30 a fait l'inverse. Face à une crise, elle s'est repliée, elle s'est renfermée, elle s'est désindustrialisée et en plus, elle a connu la guerre.

Dans le moment que nous vivons devant tant de changement, on a qu'un choix : aller plus vite et plus fort et inventer l'avenir. C'est le seul moyen d'avoir des perspectives. Notre avenir doit être moins dépendant de l'extérieur, notre avenir doit donner des perspectives d'emploi et de bon emploi à nos enfants et donc on doit réindustrialiser le pays et monter en compétences. Notre avenir sera décarboné parce qu'on fera une croissance compatible avec nos objectifs de biodiversité et de lutte contre les dérèglements climatiques. Cet avenir existe, il est dans nos mains. Si on investit, si on réforme et si nous sommes audacieux. Donc allez-y à fond, ayez de l'audace

Merci. Vive la République et vive la France!